
PASCALE FOURNIER
Fondation Pierre Elliott Trudeau

Table des matières

Pouvoir et savoir : comprendre pour transformer	2
1. Le genre du pouvoir : questionner et transformer l'ordre sexué.....	3
Quel pouvoir, quel savoir ? L'importance d'une épistémologie féministe pour comprendre.....	3
Relations de pouvoirs et genres multiples	4
Remédier à l'inégalité : quelles solutions pour l'égalité de genre ?	5
2. Les lieux du pouvoir : l'environnement entre espace et ressource	5
Terre comme espace : gouvernance et souveraineté	5
Terre comme ressource : entre protection et usage.....	6
3. Le statut des personnes et jeux de pouvoir : la nécessité de penser l'équilibre.....	7
Classes sociales et conditions de travail : une question nationale et transnationale	8
Minorités religieuses et culturelles : une ligne de faille entre l'intégration et assimilation	8
La souveraineté en péril : le rapport de force entre les acteurs privés et publics	10

Pouvoir et savoir : comprendre pour transformer

Le premier cycle de l'Institut pour un leadership engagé, organisé par la Fondation Pierre- Elliott Trudeau en 2019, se concentrera sur la relation dynamique entre « pouvoir et savoir ». Le pouvoir représente l'autorité et la capacité d'imposer et de définir les normes. Savoir, c'est comprendre qui est cette autorité et comment elle se matérialise, à travers quels mécanismes et par le biais de quelles structures. Pouvoir et savoir font partie d'une relation. Savoir, c'est pouvoir. Comprendre cette relation et les racines des déséquilibres de pouvoir offre les moyens de critiquer, transformer, et changer les rapports de force.

La thématique générale « savoir-pouvoir » est abordée selon trois thématiques secondaires qui sont connectées les unes aux autres : le genre, l'environnement et le statut des personnes dans l'espace social. Connectées, parce que chacune de ces relations de pouvoir s'imbrique les unes aux autres, s'additionne et se multiplie dans leurs effets. Ce n'est qu'en soulignant les problématiques propres à ces sous-thématiques que nous pourrions examiner leur intersection.

En immergeant ses boursier.es dans cet environnement critique, la Fondation Pierre Elliott Trudeau a pour vocation de former des leaders engagés conscients de l'impact de leurs recherches sur différentes communautés, sensibilisés à différentes formes de savoirs non conventionnels et avides de traduire leur expertise en engagement durable dans la société canadienne. De plus, en mettant à contribution l'expertise des lauréat.e.s et des mentor.e.s de la Fondation, l'Institut pour un leadership engagé se met au service de la démocratisation du savoir et de l'inclusion sociale.

Ce document présente l'ensemble des questions de recherche et de discussion structurant le premier cycle de l'Institut pour un leadership engagé.

1. Le genre du pouvoir : questionner et transformer l'ordre sexué

Le pouvoir exclut : il y a ceux et celles qui détiennent l'autorité, et ceux et celles qui y sont soumis.es. Cette exclusion s'est longtemps opérée, et continue à l'être, sur la base du genre. Le genre du pouvoir dicte toujours le pouvoir que l'on accorde au genre : l'égalité est encore en cours de négociation, et l'autorité prescrit les termes de cette discussion. Interroger le pouvoir à la lumière du genre, c'est donc d'abord apprendre à reconnaître ses manifestations: comment ce pouvoir fait-il autorité, et comment la hiérarchie ainsi édifiée affecte-t-elle les identités de genre et les relations sociales ?

Quel pouvoir, quel savoir ? L'importance d'une épistémologie féministe pour comprendre

Comprendre le genre du pouvoir, et le transformer, suppose ainsi que l'on saisisse la norme du genre, et son influence dans la construction des sciences humaines et sociales. Comment nos processus, méthodologies et modes de connaissance marquent-ils nos objets d'études, nos approches, et nos conclusions ? Comment la norme de genre affecte-t-elle notre

compréhension des structures sociales et politiques qui nous entourent ? Comment cette forme d'autorité basée sur le genre s'incarne-t-elle dans notre conception de la connaissance et de sa production ? Est-il possible que nous ayons exclu des formes de savoir, jugées sans importance ou erronées, sur la base de préjugés liés au genre ? Comment, en somme, penser et rendre possible une connaissance qui prend acte de cette exclusion historique et qui puisse dépasser ? Les travaux de la sociologue Danielle Juteau, lauréate 2003 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, s'inscrivent notamment dans cette ligne de réflexion : tout au long de sa carrière académique, Juteau a cherché à développer une épistémologie féministe qui nous permet de reconstruire les catégories de genre, de prendre acte de cette diversité et d'y voir un potentiel savant, plutôt qu'une minorité négligeable.

Au niveau des institutions et des structures marquées par la norme de genre, la division entre la sphère politique et celle de la famille à laquelle les femmes ont historiquement été reléguées doit, elle aussi, être repensée. La présence politique des femmes n'est plus une exception. Pourtant, la reproduction sociale et ses mécanismes sont encore fortement enracinés dans l'ordre sexué : ce sont toujours les femmes qui portent la responsabilité de maintenir le privé, qui rend possible le public. On peut voir ici comment la norme de genre dicte les termes de la négociation en cours : la conciliation travail-famille, plutôt qu'être un problème de société, est encore perçue comme une question spécifiquement féminine. Alors, comment penser le rôle et la place de la parentalité et de la charge mentale, de la reproduction sociale, en vue des critiques que l'on formule à l'endroit de la norme du genre ? Quelle est la pertinence d'une division aussi vive entre le privé et le public ? Comment repenser des réseaux de solidarité qui permettent une véritable égalité au niveau de la prise en charge des enfants, des personnes âgées, et autres personnes ayant besoin de soin ? Comment comprendre la persistance d'une dévalorisation sociale des professions que l'on dit typiquement « féminines » qui concernent les soins (infirmières, éducatrices, gardiennes, ménagères, etc.) ? Comment, finalement, dépasser cette division qui reproduit et multiplie, plutôt qu'elle n'abolit, les inégalités de genre ? Jane Jenson, lauréate 2004 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, s'est précisément intéressée à ces questions du partage des responsabilités historiquement assumées par les femmes. Au centre de ses recherches figuraient les représentations du travail des mères, et leur impact dans la façon dont nous accordons collectivement de la valeur à ces entreprises de reproduction sociale.

Relations de pouvoirs et genres multiples

Questionner l'impact du genre sur nos modes de savoir passe également par une remise en question de la binarité qu'il impose. L'ordre sexué exclut non seulement les femmes, mais toutes les identités qui s'éloignent du pôle d'autorité. C'est le cas des communautés transgenres et LGBTQ2. Le pouvoir dicte la dimension sur laquelle s'édifiera l'autorité, et confine à l'invisibilité les autres dimensions qui construisent tout de même notre réalité. Quelles perspectives oblitère l'ordre sexué ? Comment l'intersection entre le genre, et d'autres facteurs de discrimination, influence-t-elle sur la construction des rapports de pouvoir, entre dominants et dominés ? Comment ces rapports de pouvoir créent-ils eux-mêmes une hiérarchie

de marginalisation, et d'oppression, basée sur la différence sexuelle et les rôles sociaux que l'on impartit en fonction de cette distinction ? Quels impacts la race, la classe sociale, l'identité et l'orientation sexuelle, la capacité physique ou mentale, la culture et la religion ont-elles sur la façon dont on conçoit les enjeux de genre ? Comment harmoniser les enjeux particuliers que soulève chacun de ces points de marginalisation ? Malinda S. Smith, lauréate 2018 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, aborde justement la question de l'invisibilité des femmes canadiennes noires dans la construction historique du Canada. Le défi de Smith est de redonner une voix à ces femmes marginalisées en produisant un narratif plus inclusif et représentatif des complexités et de la diversité des expériences.

Remédier à l'inégalité : quelles solutions pour l'égalité de genre ?

Finalement, la question la plus fondamentale est la suivante : comment penser l'égalité de genre au 21^e siècle ? Le genre a-t-il même encore un sens ? Comment remédier aux inégalités, c'est-à-dire comment reconnaître le tort fait aux femmes et aux minorités sexuelles et comment dépasser ce traumatisme ? Ou serait-il préférable de transcender le genre ? Comment représenter la diversité des identités sexuelles sans maintenir une certaine forme de hiérarchisation (quotas, discrimination positive ect) ? Comment promouvoir la diversité sans l'écraser ? Et finalement, comment repenser les structures qui maintiennent la norme de genre au cœur de nos institutions sociales ? L'éducation semble cruciale dans ce processus de transformation. Mais comment au juste doit-on s'y prendre ?

2. Les lieux du pouvoir : l'environnement entre espace et ressource

La Terre constitue le milieu de vie, l'espace dans lequel tout être humain déploie ses activités : on borne la Terre, on l'occupe, on la quitte ou bien on la franchit. Mais la Terre est aussi une ressource : celle dont on a besoin pour survivre, pour s'alimenter, se chauffer, se loger et se vêtir. Cette tension existentielle entre espace et ressource fait que la Terre est devenue l'enjeu par excellence des luttes de pouvoir, autour duquel se tissent des pratiques et des processus d'accession, d'exclusion, de contrôle. Celui qui détient le pouvoir dicte sa représentation de la Terre, et l'impose à l'autre. En comprenant les enjeux environnementaux tels qu'ils se manifestent pour chaque communauté (visions et mythologies liées à la Terre), nous serons en mesure d'identifier les déséquilibres et les transformer. Il faut, en somme, reformuler le problème du point de vue de celui qui n'est pas en situation d'autorité. C'est seulement en réhabilitant ces perspectives souvent marginalisées que l'on pourra véritablement contester les bases de l'ordre dominant.

Terre comme espace : gouvernance et souveraineté

Interroger les termes du pouvoir implique d'abord de comprendre les structures de gouvernance qui régulent le contrôle de l'accès à la terre. Qui exclut qui, pourquoi, et par quels mécanismes ? Comment l'autorité, par ce processus d'exclusion, définit-elle les identités ? On

peut bien sûr penser aux nouveaux arrivants, et aux règles internationales et domestiques qui les gouvernent. Dans ces cas, comment penser les relations de pouvoir entre les entités gouvernantes au sein de l'ordre international ? Quelle souveraineté pour les États, dans le contexte de déplacements massifs des populations ? Ce sont ces questions qui animent Catherine Dauvergne, lauréate 2012 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau. Dans ses travaux, Dauvergne cherche précisément à développer une meilleure compréhension de la réglementation et des mécanismes de gouvernance en matière de migration à l'échelle mondiale. Mais les structures de gouvernance ne se limitent pas au traitement des nouveaux arrivants : qu'en est-il de la reconnaissance des populations locales et de leur culture propre, spécifiquement dans les cas où cette culture se différencie de la culture dominante ? Le cas des populations autochtones, au Canada comme ailleurs dans le monde, revêt un caractère fondamental : comment les relations de pouvoir ont-elles déterminé la reconnaissance ou la non-reconnaissance des traités historiques négociés entre les autorités coloniales et les populations autochtones, et comment l'accès au territoire des communautés autochtones a été, et continue d'être transfiguré par ce jeu de pouvoir ? Comment les identités et les cultures autochtones sont-elles définies par ces événements, et comment se ménagent-elles une place dans les jeux de gouvernance ? John Borrows, lauréat 2006 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, dédie ses recherches académiques à approfondir la relation constitutionnelle et politique entre le Canada et les peuples autochtones. Jean Leclair, lauréat 2013 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, s'intéresse lui aussi à la possibilité d'aménager les visions autochtones de la Terre avec celles d'un gouvernement fédéral. Mais les enjeux de reconnaissance collective n'épuisent pas les questions que soulève la gouvernance des territoires. Ces enjeux se traduisent également sur le plan individuel. L'existence de différentes cultures qui s'entrechoquent au sein d'un territoire soulève la question de leur aménagement individuel : comment respecter les croyances des uns lorsqu'elles sont en conflit avec celles des autres ? Comment penser la liberté de pensée des uns avec le droit à l'égalité et à l'intégrité des autres ? Daniel Weinstock, lauréat 2004 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, s'est penché sur ces questions d'intégration et d'ouverture à la diversité dans une perspective philosophique. Toutes ces questions ont pour fil rouge la relation au territoire et sa gouvernance : savoir comment le pouvoir détermine ses frontières, mais aussi les identités qui sont rendues possibles (ou non) par ces processus d'accession et d'exclusion, est une première étape vers la transformation.

Terre comme ressource : entre protection et usage

L'environnement est sous pression. En effet, la compétition des ressources dans un contexte de rareté environnementale exacerbe la tension existentielle entre espace et ressource. En conséquence, l'enjeu de préservation et de protection de l'environnement irrigue les propositions de réformes en matière de politiques de gestion et de planification du territoire qui, elles-mêmes, ont le pouvoir de renforcer ou de transformer la figure d'autorité qui informe les représentations que nous nous faisons de la Terre. En effet, celui qui dicte les termes de la protection du territoire le fait en fonction d'une conception déterminée. Dans ce cas, cette vision peut-elle s'harmoniser avec celles d'acteurs qui ne détiennent pas le pouvoir ? En d'autres mots, est-ce possible de repenser le pouvoir lié au contrôle du territoire d'une manière

qui ferait place aux différentes significations que l'on peut assigner à la Terre ? La possibilité d'une exploitation permanente des ressources peut-elle coexister avec l'idée d'un territoire comme lieu sacré ? La marchandisation des ressources peut-elle cohabiter avec une conception des ressources non comme un droit, mais comme une responsabilité ? Karen Bakker, lauréate 2017 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, mène un projet participatif qui vise à comprendre et à protéger la gouvernance de l'eau par les autochtones. Mais la protection des usages traditionnels n'est qu'un pan de la protection de l'environnement. On peut penser notamment à la façon dont le droit conçoit les compagnies et leur responsabilité civile et criminelle, et comment cette structure influence la protection des ressources et du territoire. Les infrastructures — domestiques et internationales — dans les secteurs de l'énergie, de l'alimentation, du transport et de la sécurité reposent sur une conception de l'appropriation régie par des intérêts privés, pratiquement coupés des intérêts des communautés touchées. Deborah Cowen, lauréate 2016 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, s'intéresse notamment à ces structures, et examine les possibilités de collaboration entre les acteurs privés et les mouvements, communautés et processus de délibération utilisés pour trouver des solutions viables pour les acteurs impliqués. Mais ces processus de délibération et de coopération entre utilisateurs des ressources posent un problème particulier en matière de justice intergénérationnelle : comment prendre en compte les besoins et les défis auxquels feront face les générations futures en matière de souveraineté alimentaire, de développement durable, d'accès aux ressources et à l'espace, et de santé publique, alors que leurs intérêts sont trop souvent sous-représentés dans les discussions relatives à l'exploitation actuelle des ressources ? Comment nos pratiques actuelles — individuelles et collectives — impactent-elles les possibilités des générations futures ? Ces questions mettent en lumière les multiples facettes du pouvoir et de ses manifestations sur les communautés du passé, du présent et du futur. L'économiste Jennifer Clapp, lauréate 2013 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, étudie les mécanismes complexes par lesquels le fonctionnement et les règles de l'économie mondiale influencent les résultats environnementaux, notamment à travers la question de la durabilité dans le cadre du système alimentaire mondial. Ses recherches permettent de réfléchir à la manière dont les mécanismes économiques peuvent soutenir des modèles de souveraineté alimentaires viables à long terme, pour les générations présentes et futures, spécialement dans le cas des pays en voie de développement.

3. Le statut des personnes et jeux de pouvoir : la nécessité de penser l'équilibre

Le pouvoir divise. Il rassemble et exclut, et impose le critère de cette division. Chasse bien gardée, le pouvoir se reproduit là où il se trouve. Pour comprendre le pouvoir, et la façon dont il informe et structure nos institutions, il faut observer quels groupes dictent quelles normes, et à qui. Le pouvoir n'est pas un attribut fixe, mais bien une dynamique : il n'y a pas de maître sans sujet, et on ne peut comprendre l'un sans l'autre. Pour saisir le pouvoir, il faut donc observer les parties à la relation. Chaque relation étant distincte, on pourra alors s'interroger sur les bases de ce pouvoir, et sur la rhétorique de la tension qui oppose celui qui fixe la norme et celui qui la subit. La classe sociale, l'appartenance culturelle ou religieuse, et même la souveraineté sont autant de discours sur le pouvoir : chacune nous informe des particularités de l'autorité, mais aussi de son universalité. Et chacune de ces occurrences nous permet de penser

la relation de pouvoir, et la possibilité de son dépassement.

Classes sociales et conditions de travail : une question nationale et transnationale

Les individus issus de classes sociales précaires ou pauvres sont généralement les plus susceptibles d'accepter des conditions de travail médiocres. Maigre salaire, peu ou pas d'assurances en cas d'accident ou de maladie : leur force de travail est traitée comme une commodité parmi d'autres. Elle s'échange au rythme de l'offre et de la demande, sans égard à l'humanité. À l'ère de la globalisation et de la croissance effrénée, les conditions de travail que l'on impose à certain.es travailleur.euses peuvent sans aucun doute être considérées comme de l'exploitation. Considérant l'intrication des contrats de travail dans des traités transnationaux qui lient les États, comment penser la protection des travailleur.euses, tant au Canada qu'ailleurs ? Plus radicalement encore, est-ce encore possible d'abandonner l'idée que le travail est une commodité parmi d'autres ? Comment pouvons-nous assurer des conditions décentes pour les emplois que personne d'autre, sauf les plus vulnérables et les plus démunis, ne veut exercer ? Pensons seulement aux travailleur.euses qui mettent en péril leur santé, en travaillant dans les mines ou dans des environnements toxiques ; aux travailleur.euses agricoles migrant.es qui craignent la déportation et gardent le silence quant à leurs conditions sanitaires ; aux travailleur.euses clandestin.es, gardiennes, ménagères, nourrices, qui tolèrent des situations d'abus, par crainte que leur situation irrégulière soit dénoncée ; ou encore ces travailleur.euses au salaire minimum qui ne gagnent pas assez pour subvenir à leurs besoins. Dans tous ces cas, l'employeur, la corporation, l'État dictent des conditions de travail, sachant que le travailleur ou la travailleuse ne peut les refuser. Ici, le rapport de pouvoir se joue dans le déséquilibre des capacités de négocier. Comment résoudre ce déséquilibre ? Et comment s'assurer que les travailleur.euses aient accès à des conditions de travail qui leur assurent un minimum de dignité et d'autonomie ? Comment repenser les lois domestiques et internationales qui régulent le marché du travail pour s'assurer que les plus vulnérables soient minimalement protégés ? Adelle Blackett, lauréate 2017 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, travaille sur les droits des travailleurs domestiques et migrants dans le contexte d'un droit qui dépasse les frontières nationales : comment des organisations, comme l'Organisation internationale du travail, parviennent-elles à exercer suffisamment de pression sur les corporations et les États pour que les travailleur.euses aient accès à des conditions de vie décentes ? La relation entre travailleur.euses et employeurs est affectée par un ordre global connecté, et par des États qui peinent trop souvent à réguler le comportement des corporations. Transformer les conditions de travail implique d'interroger la relation spécifique qu'entretient ce triptyque bien particulier.

Minorités religieuses et culturelles : une ligne de faille entre intégration et assimilation

L'appartenance culturelle, religieuse ou politique peut faire naître des relations de pouvoir, spécialement entre les groupes majoritaires et les groupes minoritaires. On peut penser aux groupes culturels issus de l'immigration, et dont la culture ou la religion peut entrer en conflit avec les valeurs profondes du pays d'accueil. Il s'agit d'un enjeu auquel font face plusieurs pays occidentaux aujourd'hui, dans la foulée des vagues d'immigration provenant de

pays non occidentaux. Les États-Unis ont adopté l'une des mesures les plus drastiques à cet égard, en interdisant catégoriquement l'immigration provenant de pays musulmans — comme l'Iran, la Libye, la Somalie, la Syrie ou le Yémen. Bien que peu d'États en viennent à adopter de telles méthodes, l'intégration de certains groupes culturels et religieux n'en est pas moins construite comme un véritable problème socio-politique. Au Québec, on peut penser à la proposition du Parti Québécois d'adopter une Charte des valeurs québécoises pour baliser les demandes d'accommodement ou encore le projet de loi visant à prohiber le port de signes religieux ostentatoires par le personnel de l'État, ainsi qu'à rendre obligatoire le visage à découvert lorsqu'on reçoit un service de l'État. Le Québec s'inscrit dans la même lignée que d'autres pays européens comme la France, dont le discours depuis plusieurs décennies s'est construit autour de la nécessité de protéger la neutralité dans l'espace public et la démocratie. Bien que contestables, des lois existent comme l'interdiction du port du Niqab en France (2011), qui a d'ailleurs été confirmée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (2014). L'intégration des groupes culturels et religieux est un enjeu délicat : il participe, d'une part, d'une mécompréhension des symboles religieux et de leurs significations mais, dans certains cas, ces accommodements soulèvent véritablement un conflit entre le respect de la liberté de religion et de conscience et la volonté de l'État d'assurer certaines valeurs, comme l'égalité entre les genres. Ainsi, comment aménage-t-on ces différents intérêts, individuels et collectifs ? Comment surpasse-t-on cette peur de l'autre, et par quels moyens pouvons-nous instaurer un dialogue entre différents groupes culturels et religieux ? Comment intègre-t-on, dans un vivre ensemble harmonieux, des personnes appartenant à des groupes culturels et religieux différents, et comment s'assure-t-on de préserver leur héritage et leur bagage culturel distinct sans pour autant abandonner l'idée de valeurs canadiennes ? Par exemple, Audrey Macklin, lauréate 2017 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, propose d'aborder ces questions par la perspective de l'intégration : elle étudie notamment comment le parrainage privé des réfugiés influence et stimule les parrains en tant que citoyens, et quelles sont leurs motivations et leurs expériences de communauté avec des nouveaux arrivants. Ayesha Chaudhry, lauréate 2018 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, engage une réflexion profonde sur ce que veut dire être citoyen musulman canadien en suscitant une conversation sur une réforme juridique de l'Islam. D'autres, comme Simon Harel, lauréat 2009 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, développent des modèles hybrides — entre théorie et pratique — visant à cerner les formes instables, souvent conflictuelles, de la mobilité culturelle. Ces approches soulignent le fait que penser l'intégration passe d'abord par une meilleure compréhension de l'autre. Haideh Moghissi, lauréate 2011 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, le démontre parfaitement dans ses recherches : analyste des questions concernant les femmes dans les sociétés musulmanes, Moghissi s'intéresse particulièrement aux éléments interreliés qui définissent les tensions croissantes entre les immigrants s'identifiant comme musulmans et leurs pays d'accueil.

Bien sûr, l'immigration n'épuise pas la question du traitement des groupes minoritaires par les groupes majoritaires. Au Canada, on peut penser au cas des Franco-canadiens, auxquels on a longtemps refusé de reconnaître des droits linguistiques minoritaires dans une société majoritairement anglophone. Plus important encore, la tragédie du traitement des premières nations par les gouvernements fédéraux et provinciaux, et comment ce rapport de force a forgé, voire dans certains cas, annihilé leur identité. Le Canada commence à peine à reconnaître

sa responsabilité dans l'impact qu'ont eu les pensionnats autochtones sur la conservation de leur culture et de leur caractère distinct. Dans la foulée du rapport Vérité et Réconciliation, le gouvernement canadien pourra-t-il vraiment réparer les torts causés par des années de génocide culturel à l'endroit des premières nations ? Et même, les termes de réparation et réconciliation font-ils sens pour les peuples autochtones dont on connaît l'hétérogénéité ? Ou, sont-ils contestés ? Comment penser la place des communautés autochtones dans le présent politique, et comment encourager l'émergence des identités autochtones ? Kent Roach, lauréat 2013 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, s'intéresse particulièrement au rôle de la révision judiciaire dans la démocratie, les recours prescrits par les tribunaux ou autres institutions, les effets des systèmes de justice pénale sur les peuples autochtones au Canada ainsi qu'à la réparation des abus des pensionnats autochtones. Jason Edward Lewis, lauréat 2014 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, a initié une reconstruction identitaire chez les jeunes autochtones. Ces derniers, issus de la réserve mohawk de Kahnawake, ont participé par l'intermédiaire de médias et arts visuels à un nouvel imaginaire futuriste autochtone. Penser les rapports de force met en lumière l'importance cruciale de penser l'avenir.

La souveraineté en péril : le rapport de force entre acteurs privés et publics

La capacité des États de mettre en œuvre des décisions légitimes et démocratiques est aussi contredite par l'influence et le pouvoir des acteurs privés. La croissance en nombre et en importance de traités de libre-échange peut lier les États sur des questions fondamentales, comme sur la façon de réguler le comportement et les décisions de multinationales, notamment sur le plan de la responsabilité, le plan fiscal, ou encore sur le plan du droit de la concurrence. Dans un monde globalisé, comment penser l'autonomie et la souveraineté des États lorsque ceux-ci ont peu ou pas de pouvoir face aux décisions privées de grandes entreprises ? Ces ententes constituent-elles une avancée ou bien plutôt une menace pour les démocraties occidentales et le développement des pays en voie de développement ? Comment penser la responsabilité des corporations, lorsque celle-ci échappe à la juridiction des pays d'accueil ? Poonam Puri, lauréate 2016 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, se penche notamment sur la responsabilité managériale dans le cadre des multinationales, et les façons de surmonter les obstacles que les États et les personnes rencontrent afin d'obliger ces entreprises internationales ou domestiques à compenser ou réparer les préjudices causés.

En conclusion, l'Institut pour un leadership engagé invite à confronter les évidences et à disséquer les relations entre savoir et pouvoir. L'ambition essentielle est de former et d'encourager les boursiers.es à prendre le temps de comprendre et d'écouter, comme une étape nécessaire avant de pouvoir agir efficacement.